

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamé, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

ESCALADE TRIBALE

Le pouvoir tient ses coupables



- Sans désigner les instigateurs de la dérive, le gouvernement parle d'une « instrumentalisation circonstancielle » ;
- La sortie du ministre de la Communication intervient dans un contexte où des leaders d'opinion soutiennent qu'il faut pénaliser les actes de tribalisme. **Pages 6 & 7**

Page | Mohaman Gabdo Yaya

10 | **Le Cameroun n'est pas sous tutelle**

Page | Hommage

15 | **Ainsi a vécu Jean Jacques Ewong**

PMUC.COM

BANKO

40 MILLIONS

VENDREDI 15 MARS

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !



**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AU PUBLIC
DE LA COOPERATION ALLEMANDE (GIZ) au Cameroun**

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) lance un Avis d'Appel d'offres pour la sélection d'une agence de voyages pour la vente des billets d'avion.

Objet : Souscription annuelle une police d'Assurance Maladie pour le personnel national
Acquisition du dossier : Bureau Régional de la GIZ
L'offre doit être déposée sous pli fermé dans une grande enveloppe avec la mention :

Dossier de d'avis d'appel d'offre ouvert
N° Projet : 89.8239.7-001.00
N° Contrat : 33378010
Date de soumission : 19 avril 2019 à 15 heures

A déposer à l'adresse suivante :
Coopération Allemande au développement
Bureau Régional à Yaoundé
Rue T.520, Quartier Bastos
BP : 7874 Yaoundé, Cameroun
Tel : +237222 209 440 / 222 212 367 / 222 214 874
E-mail : patrice@procurement@giz.de

☐ La grande enveloppe désignant l'identité du soumissionnaire doit contenir un dossier complet.
☐ A l'intérieur du pli il faudra mettre trois enveloppes séparées comme suit :


- Offre administrative en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies et devant contenir les pièces suivantes : Lettre de soumission sans aucune information financière, Présentation de l'Entreprise, Plan de localisation, Agrément du MINEFI et attestation CIMA, Attestation de domiciliation bancaire datant de moins de 03 mois, Carte de contribuable actualisée, Attestation de non référence pénale, Attestation de non faillite datant de moins de 03 mois certifiée, Attestation de Soumission à la CNPS (PS) et Attestation de garantie financière et responsabilité civile professionnelle.
- Offre Technico-financière qui devra renseigner sur les modalités d'intervention en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies.

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté ainsi retiré tous les jours ouvrables pendant les heures de service (08h-15h et 14h-16h) à l'adresse ci-dessus à compter du 18.03.2019.

Le soumissionnaire restera engagé par son offre pendant un délai de trois (03) mois rétroactifs à partir de la date limite de soumission.

Il est rappelé à tout les intéressés que la participation au présent avis d'appel d'offres ne crée aucune obligation directe entre la GIZ et d'éventuels soumissionnaires.

Yaoundé le 14/03/2019

**Wildlife Conservation Society
CAMEROON GOVERNMENT PROGRAMME**

Job Advert

Position: Admin. Accountant

Direct Report: Finance and Administration Director

Summary of the Position:
The Admin. Accountant reports to the WCS Cameroon Finance and Administration Director. He is based in Yaoundé with the possibility to travel to various project sites in Cameroon. This position is responsible for assisting the Finance and Administration Director in all aspect of Finance and Administration in Cameroon.

This position is responsible for processing, recording and monitoring all the payment in WCS Cameroon (Yaoundé) verifying the accuracy of the documentation before processing any financial transaction and providing any information to WCS Cameroon regarding accounting practices and procedures.

Responsibilities include but are not limited to:

- Prepare all the financial transactions (internal and external payment) in accordance with the WCS policy
- Ensure that all the advance/advance justification comply with the donor regulations and WCS policies
- Record all the Journal Vouchers including the Cash Receipt and payment vouchers in the WCS JV template
- Participate in the preparation of the monthly financial report including the monthly cash flow
- Prepare the monthly receivable and payable reports and submit it to CPA for review
- Provide an assistance in the reconciliation of the Accounts payable and receivables
- Provide an assistance in proper management of the fleet
- Ensure the timely processing of the payroll and payroll withholdings including deductions if any
- Assist with internal and external audits, as required
- Ensure compliance with WCS Cameroon procedures and regulations
- Monitor the HR and Administration files including the expense administration and logistics, insurance policy, office rent, vehicle registration and any other legal document to facilitate the operations of WCS in Cameroon
- Any other duty assigned by his supervisor

REQUIREMENTS:

- Advanced Degree in Accounting, Business Administration, Finance, or any other related field
- Full fluency in French in office, particularly excel spreadsheets, printing and chain functions
- Have at least 5 years of experience with a minimum 2 years in related field and some demonstration experience in human resources management required
- Demonstration of strong writing, communication, and presentation skills

If interested, please send letter of motivation and copy of your up to date cv to: wscameroon@giz.org, grants@giz.org, hr@giz.org before March 25, 2019

ILF, 3355 Niamey, Niger, Cameroon, Tel: +237 222126 45, e-mail: wscameroon@giz.org 1/1

- ANNONCE LEGALE -

**Etude de Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire au
siège de la Cour d'Appel du Centre à
Yaoundé, 1336, Rue Jean ABANDA-Essos (Montée
Camp Sonel, à côté de la Station TOTAL),
B.P. 1165 Yaoundé, Tél. : 222 23 04 87, Email : office-
notarialtchoukeu@yahoo.com**

**TAWFIQ BUSINESS COMPANY en abrégé « T.B.C. »
SARL au capital de 1.000.000 F.CFA -Siège : Yaoundé.**

TRANSFORMATION DE LA SOCIETE EN SARL PLURIPERSONNELLE,
MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL ET TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Aux termes de divers actes reçus les 05/02 et 24/07/2018 par Me TCHOUKEU Jules Raoul et Me NKONO L. Marie Jeanne, dûment enregistrés, il appert que : 1°) La société "TAWFIQ BUSINESS COMPANY" en abrégé « T.B.C. » a été transformée en SARL PLURIPERSONNELLE ; 2°) La collectivité des associés a décidé de modifier l'objet social pour adopter celui de : l'import-export, le transport, les prestations de service, l'agriculture sous toutes ses formes ; 3°) La collectivité des associés a également décidé de transférer le siège social de Douala à Yaoundé. En conséquence, les statuts ont été refondus.- Dépôt : Greffe du Tribunal de Première Instance de Yaoundé-Ekounou.

- Pour insertion, Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire-

Obsèques de Monsieur NNA ZE Bayard
10 août 1937 • 26 janvier 2019

FAIRE-PART

LES GRANDS FAMILLES
- YEMVOING
- ESE

LES FAMILLES
- ESSONO ZA'ABAWÉ DE MA'ANEMENYIN PAR SANGMELIMA
- MVOG EKOUINI D'EMINPWOVOM-ESSE
- MBOZOUO MENGUE À MEMVAE IYEMISOYE PAR MLYOMISSALA, ET MVOG ZENGUE À NYOM NYAWACHÉ, NKOUNBA ESSOBO À ESSARIKOU, ILA PAR NKOUVOUS 2
- MME NGOUNG NIKOMU GERMAINE CÉTRUDE À SANGMELIMA
- MME GRODT NNA ZE PAULE MARCELLE À PARIS
- M. BELINCA GILLES ROGER ET MME À YAOUNDÉ
- M. MPAY YVONNE À DOUALA
- M. NNA ZE FELIX ET MME À YAOUNDÉ
- MME DOSMOY NNA ZE GERMAINE À ALBIJAN
- M. CISEL ANDRÉ PATRICK ALY ET MME À DOUALA
- M. THIERRY AMOUHOU ET MME À YAOUNDÉ
- MME NNA ZE BÉATRICE CAROLE À DUBOIN
- M. NNA ZE SERGE ET MME À DOUALA
- M. NNA ZE PATRICK ET MME À YAOUNDÉ
- LES BEAUX-FRÈS, LES ENFANTS,

ONT LE REGRET D'ANNONCER LE DÉCÈS DU PATRIARCHE NNA ZE BAYARD, INSPECTEUR PRINCIPAL DES DOUANES A LA RETRAITE, COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DE LA VALEUR, SURVENU LE SAMEDI 26 JANVIER 2019 À L'HÔPITAL DE RÉFÉRENCE DE SANGMELIMA DES SUITES DE MALADIE.



PROGRAMME

VENDREDI 15 MARS 2019
13h : - Levée de corps à l'Hôpital de Référence de Sangmelima
- Départ du cortège funèbre pour Ma'aneményin (Alangane)
20h : - Grande Veillée jusqu'à l'aube

SAMEDI 16 MARS 2019
10h : - Début des cérémonies
- Offices religieux
- Témoignages
- Incinération
- Fin des cérémonies

Opération Epervier : le sacrifice d'Abraham

 Par Le mutant

Cette fois, l'Epervier est monté très haut dans le ciel ! Comme vous savez, plus haut il monte, rapide est le plongeon et grosse, la prise. Cette fois, c'est Edgard. Pas Edgard Davis, mon préféré number 8 néerlandais, le rasta man aux lunettes de soleil, frère des deux autres qui sont en villégiature ici chez les Lions indomptables. Il ne s'agit pas non plus de notre cher Edgard Yonkeu, producteur, compositeur et arrangeur de musique. Non, ce ne sont pas ces Edgard de pacotille, broutille, magouille, et autre brouille, quenouille, nouille, couille, etc. La liste est ouverte, complétez à souhait. Non. C'est du Edgard cette fois, oui, Alain, Abraham alias Golden Boy, Bubinga, ministre du ciel, de la terre, de la mer, Bébé Doc, Doc lui-même lorsqu'il veut. Edgard Alain Mebe Ngo'o ficelé comme un jambon et conduit à Kondengui ! Le géant marchant avec les béquilles. Le monde et ses envers ! Non, pincez-moi, je rêve.

La prise de toutes les prises. « *La danse de l'Epervier* », titre l'éditorialiste maison de Muta pour saluer le retour du rapace bouffeur d'ogres de la « *Paulbiyatie* ». « *Du pain pas du sang* », dit l'autre editorialiste en égo (si vous voyez ce que je veux dire), honnissant notre « *jouissance* » devant la « *lâcheté et l'imbécillité* » de l'oiseau sans pitié. Dieu ! « *Benvenuto alla dittatura!* » ! Vont-ils aussi prendre la télécommande de nos sentiments et ressentiments ? Ironent-ils jusqu'à nous dire pourquoi, quand, comment, de quoi, de qui et avec qui nous devons rire ou pleurer ? Le rire est une thérapie de choc contre la mouise qui nous enferme. Alors, laissez nous nous esclaffer du malheur des autres quand nous voulons, comme nous voulons. Il peut

arriver qu'il ne soit pas contagieux, le rire. Ça n'est pas nécessairement la peste, voyons ! Sans enlever une brindille de pertinence à ce qui est dit, moi je dirais « *Du cent, pas du peint !* ». Oui, pas de maquillage ni tatouage comme d'habitude. Que l'argent de nos labeurs nous revienne !

Revenons à nos moutons. Vous savez, ça s'attrape l'ovine peste, la race poilue, lorsqu'elle se sent délaissée... Edgard est donc pris lui aussi dans les serres acérées du redoutable chasseur de poules. Seulement, personne n'a filmé ses nouveaux quartiers à Yuma pour montrer au JT du soir comme autrefois Olanuena Awono gisant dans un matelas de boys scout ! Non, Edgard c'est Edgard. Edgard, le roitelet tombé ne sera point vu nu. Chance ou partie remise pour le Mac Bolan (c'est ainsi que mon cher Gérard de Villiers nomme tous les « *Exécuteurs* ») d'hier ? Attention ! Ici, Le mutant met une Ndlr : ça n'est que colportage de ce qui est ordinairement récité sous la chaume de nos chaumières...

Médite-t-il son sort ? Sans doute, préféreriez-vous cette autre tournure : mérite-t-il son sort ? Dans le cas d'espèce, c'est jus vert, vert jus. Et puis, c'est leurre de l'holocauste. César juge ses sujets. Abraham sacrifie son Isaac. Il a le bras levé haut. Une main pour arrêter le couteau de la colère ? Non, Edgard Alain Abraham (accointance homonymique avec son lointain ancêtre biblique) s'est mis la corde au cou comme l'Isariote après la Trahison.

« *Memento mori* », souviens-toi que tu vas mourir, disait-on jadis à la période pascale pour rappeler aux hommes que même les plus célèbres et talentueux finissent par passer à la trappe un jour...

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Jean-Pierre Nyemeg

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Josiane Afom

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ibin Hassan, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewou, Jenner Onana, Perrine Masso, Cyril Marcel Essissima

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

AWARA BIENTÔT DE RETOUR



Yaoundé

Eneo renforce et sécurise le réseau électrique

Les travaux y relatifs, lancés le 9 février dernier, sont réalisés à 25%.



Par Jenner Onana

Un agent d'Eneo perché sur un poteau électrique. Quatre au sol, s'activent à tirer un gros câble électrique, lequel est embobiné et stocké devant un gros camion de couleur blanche, appartenant à l'entreprise. Nous sommes au quartier Lada, une localité de la commune de Nkolafamba dans le département de la Mefou et Afamba, région du Centre. Ici, les travaux de renforcement et de sécurisation du réseau électrique lancés le 9 février dernier par Eneo et déjà réalisés à 25%, selon le chef du projet Jean Jacques Gwet, vont permettre d'éviter les baisses de tension et les échauffements du câble pouvant provoquer des incendies, entre autres. La structure en charge de la commercialisation de l'énergie au Cameroun change le câble électrique vieillissant et moins résistant par d'autres, visiblement plus costauds. « C'est pour anticiper sur la forte demande en énergie dans la localité », explique Jean Jacques Gwet. « L'augmentation de la consommation d'énergie est la conséquence l'accroissement de la démographie », déclare le chef du projet.

L'ancien câble aérien, d'une section de 34mm², est remplacé par un autre plus gros, dont la circonférence est évaluée à 100mm², selon le chef du projet. D'après lui, cela permet « la sécurisation de l'alimentation électrique par le renforcement de la ceinture électrique ». Comme Lada, plusieurs quartiers de la ville de Yaoundé connaissent une explosion démographique. Les travaux de renforcement et de sécurisation du réseau électrique dans la ville de Yaoundé s'étendent sur 27 axes, déjà identifiés. « La dérivation de Nkoabang sur la route d'Akonolinga, la sortie de Tropicana



Des agents d'Eneo en plein travail.

allant vers auberge bleu, Ekounou-Ekié. Etoudi-Messassi-Nkolondom », cite entre autres, le chef du projet. Outre le renforcement électrique (changement du câble), Eneo a également prévu un renforcement métallique. Cette opération consiste en « la réduction des incidents liés à la nature des supports par le remplacement des poteaux bois par des poteaux bétons », explique Jean Jacques Gwet.

Au quartier Tsinga à Yaoundé, précisément devant les bâtiments de la société immobilière du Cameroun, des agents d'Eneo creusent des tranchés. Il est question, explique Jean Jacques Gwet, de remplacer le câble souterrain. « A la place du 150 m², nous mettons du 240m² ». 26 chantiers sont en cours dans la ville de Yaoundé. Pour la bonne réalisation de ces travaux de renforcement et sécurisation du réseau électrique à Yaoundé, Eneo a réglementé des coupures dans les zones en chantier entre 6h à 14. C'est à ce prix que les ménages auront une énergie bonne qualité et en quantité suffisante.

Trafic d'espèces fauniques Vers une sécurisation des frontières



Par Mélanie Ambombo

Le Cameroun est à la fois un pays source et de transit pour les produits fauniques illégaux destinés aux marchés asiatiques, européens et américains, informe l'Organisation non gouvernementale (Ong) Last Great Ape (LAGA). L'on apprend alors que la commercialisation des écailles de pangolins, un trafic illégal d'espèces fauniques qui prend de l'ampleur au Cameroun, serait commanditée par des pays lointains. A propos, les autorités de Hong Kong en Chine ont saisi en début d'année, neuf tonnes illégales d'écailles de pangolin qui auraient été expédiées du Nigeria. « S'il n'est pas certain qu'une enquête a été menée pour déterminer l'origine de ces écailles, il convient de noter que l'un des itinéraires utilisé par les trafiquants part des pays de la sous-région où les dites écailles sont collectées et transitent par le Cameroun vers le Nigeria où elles sont exportées », souffle une source à LAGA.

Afin de lutter contre ce commerce qui est le 4e trafic mondial derrière ceux de la drogue, des êtres humains, de la contrebande et de la contrefaçon, l'Ong LAGA et la Direction générale des douanes ont signé le 7 mars dernier, un protocole d'accord avec les douanes camerounaises. Une collaboration qui va donner sur la formation et le renforcement des capacités des agents des Douanes sur les aptitudes à adopter pour lutter contre le commerce des espèces protégées. Une union qui n'est que la suite d'un travail qui avait donné en 2013 sur l'arrestation par les agents de douanes d'un ressortissant chinois avec 80 kg d'écailles de pangolin à Limbe. A côté, on a d'autres exemples comme l'arrestation et les poursuites judiciaires lancées contre deux autres Chinois à l'Aéroport international de Nsimalen avec des produits illicites issus de la faune camerounaise.

Samuel F. Mvondo Mvondo

Un accent est mis sur la formation des mototaxis

Le promoteur du « Projet Motos Afrique » parle d'un accompagnement qui vise à en faire un corps de métier professionnel.



Par Michel Ferdinand

Quel est le contenu du partenariat que vous avez signé le 07 mars dernier avec les syndicats de mototaxis à Douala ?

Il s'agit d'un partenariat avec l'ensemble des acteurs du secteur du transport par moto que sont les syndicats et les associations, pour encourager les moto-taximen à se mettre en règle. La sensibilisation dans ce cadre-là sera désormais faite par ces acteurs. Nous sommes sûrs avec leur concours de pouvoir assainir la ville de Douala et le Cameroun dans les prochains jours. C'est un bel exemple que nous avons vécu jeudi dernier, celui des syndicats et associations qui ont sensibilisé les moto-taximen du marché Ndokoti à se faire former en vue de l'obtention du permis de conduire catégorie A.

Le projet lancé en juin 2018 avait pour objectif de



former 800 000 conducteurs de moto au Cameroun d'ici à 2021. A ce jour, où en êtes-vous ?

Nous sommes déjà à plus de 700 permis de conduire délivrés sur 14 000 moto-taximen enregistrés dans la ville de Douala. Actuellement, 400 moto-taximen sont dans des centres de formation. Le même projet est déjà lancé à Kribi où nous avons déjà présenté deux vagues à l'examen du permis de conduire catégorie A. Nous sommes optimistes, en observant l'engouement des moto-taximen quant à l'ob-

tention de ce permis de conduire. L'accent est mis sur leur formation plus que par le passé. Il ne suffit pas seulement d'acheter une moto, faudrait-il encore se faire former pour davantage maîtriser le Code de la route. Celui qui va sur la route sans maîtriser ce code constitue un danger pour les usagers. La formation que nous offrons s'étale sur deux mois.

Peut-on déjà ressentir la réduction des accidents de la circulation ?

Bien entendu. Le feed-back que nous recevons indique que le nombre d'accidents de la circulation a réduit. Ce qui nous encourage à continuer le travail sur le terrain. Tous ceux d'entre eux qui sont passés par l'auto-école jusqu'à ce jour ont pris cet engagement.

Le volet sécurité sociale de votre cible est-il toujours d'actualité ?

Bien sûr. Nous les sensibilisons sur la nécessité de s'immatriculer à la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps) pour assurer leur retraite et de souscrire à une police d'assurance. A cela, il faut dire que le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala (Cud) a accepté notre partenariat. C'est ainsi que les moto-taximen portent de plus en plus les chasubles de la Cud. Cela permet d'identifier qui exerce l'activité de moto-taximan et qui ne le fait pas.

Cacao

Sortir du bas de gamme à l'exportation

Les acteurs de la chaîne réunis à Douala ont exploré les voies d'une amélioration qualitative de cette culture de rente.

 Par Michel Ferdinand



Cacao camerounais. La qualité en plus de la quantité.

L'impact des mesures prises pour améliorer la qualité du cacao camerounais à l'exportation ne se ressent pas encore positivement sur une origine qualifiée d'appoint, comparativement aux fèves en provenance du Ghana ou de la Côte d'Ivoire. Une situation préoccupante ayant suscité la tenue, hier 14 mars à Douala, d'une concertation entre les acteurs de la filière cacao, en présence du ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. A en croire les acteurs de la chaîne, les goulots d'étranglement s'expriment en termes de qualité de service. Mal-

gré la dématérialisation des procédures, les lenteurs enregistrées continuent de déteindre sur la qualité du produit, lequel accuse un retard avant de se frotter à la concurrence sur le marché international. A cela s'ajoutent, entre autres, les problèmes de séchage, de mauvais état des routes et de fumée. Un ressenti de fumée spécifique aux zones de production du Sud-Ouest et du Mounjo. « Si les routes ne sont pas entretenues pendant la saison des pluies, cela rend l'évacuation du cacao très difficile. Parce que, même le cacao qui a été séché finira

par prendre un coup », regrette Kate Fotso, exportateur et président directeur général de Teclar Cocoa.

Les participants conviennent de s'attaquer à la fumée, en procédant d'abord au recensement des sites qui ont besoin de séchoirs ; avant de réfléchir ensuite aux types de standards de séchage à imposer aux organisations de producteurs. « Nous avons un dispositif adéquat pour anticiper sur les défis de la chaîne de valeur, toujours changeante. Malheureusement, nous avons hérité depuis les années 90 d'une étiquette qui fait de notre origine, une origine bas de gamme. 90% des achats du cacao camerounais à l'extérieur sont en grade 2. Ce qui a fait perdre à l'origine non seulement la prime de qualité qu'elle avait ; mais elle a en plus subi une décote qui ne se justifie pas », renseigne le directeur général de l'Office national du cacao et du café (Oncc), Michael Ndoping.

Quant aux routes, il faut affiner les initiatives entreprises, tout en actualisant le dispositif et en faisant des propositions alternatives. « Nous devons tout mettre en œuvre, en ce qui nous concerne, pour sortir de notre position d'origine d'arbitrage », prescrit Luc Magloire Mbarga Atangana. Le changement de paradigme est d'autant plus impératif qu'un pays consommateur de cacao comme les Etats-Unis, qui n'avait pas un niveau de tolérance en matière de résidus, est en train de revoir sa position.

Cameroon Business Forum

Quelques jours seulement après avoir reçu en audience le président du Gicam, Célestin Tawamba, Joseph Dion Ngute, le Premier ministre, sera de nouveau face aux opérateurs économiques nationaux et internationaux lundi prochain. Ce sera à la faveur de la 10e session du Cameroon Business Forum qui va se tenir à Douala. Cette année, les débats vont tourner autour du thème : « Emergence et développement de l'investissement privé au Cameroun ». Cette autre rencontre survient alors que des désaccords persistent toujours quant aux rapports entre le secteur privé et le gouvernement au sujet de la pression fiscale. Par ailleurs, l'environnement des affaires reste pollué par diverses lenteurs.

Zone de libre-échange

Antonio M. A. Pedro, le directeur du Bureau Afrique centrale de la Commission économique pour l'Afrique (Cea), a été reçu en audience le 11 mars dernier par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. Les deux hommes ont abordé la question de la ratification par le Cameroun de l'accord sur la zone de libre-échange continental africaine. En 2018, le Cameroun avait été parmi les 44 premiers pays de l'Union africaine à avoir signé les documents juridiques consacrant la mise en place de ce périmètre commercial dont l'objectif est de booster les échanges intra-africains. Le plaidoyer du directeur du Bureau Afrique centrale de la Commission économique pour l'Afrique des Nations se justifie par le fait que jusqu'à ce jour, seulement 19 Etats ont déjà ratifié cet accord qui est pourtant présenté comme une chance pour l'éclosion du commerce intra-africain.

Douala

Séminaire sur l'investissement financier

 Par Wamba Sop

La commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale, GTI Investments SA, la Douala Stock Exchange et la Chambre de commerce du Cameroun organisent un séminaire sur les investissements financiers à Douala. L'évènement se tient le vendredi 22 mars 2019 à partir de 10h, à l'hôtel La Falaise Akwa-Douala sur le thème « marchés financiers pour une vie meilleure et un développement durable ».

Ce séminaire a pour objectif d'informer les municipalités, les collectivités territoriales décentralisées, les institutions de micro finance et autres entreprises sur la manière de collecter des fonds sur le marché financier afin de mener à bien leurs différents projets. Pour toute information complémentaire, contacter M. Asonganyi Henry à l'adresse investmentseminar@gtiinvestments.vcom ou au numéro de téléphone 6772 177 333 ou au 674 470 900.

Jean Simon Ongola Omgba

Un combat à mener pour la cohésion nationale

Le député Rdpc s'exprime sur la montée du tribalisme et les enjeux de la session parlementaire de mars en cours.



Par Jean De Dieu Bidias

En tant que député de la nation, comment vivez-vous la flambée

C'est une préoccupation très forte ! Le Cameroun est, de par sa configuration ethnique et tribale, un pays de diversité. Les pères fondateurs du Cameroun ont toujours eu peur qu'un jour ce pays ne bascule dans le tribalisme. J'ai relu avec une attention soutenue les nombreux discours qu'a faits le président Ahidjo en son temps. Il pensait que le tribalisme serait un frein au développement de ce pays. Nous vivons en ce moment une période qui est tout à fait particulière ; il y a une résurgence de ce problème identitaire. Et, les tribalistes sont de toutes les obédiences. Il y en a dans les communautés Fang-Beti, dans les communautés soudano-sahéliennes dans le grand Nord, il y en a chez les Sawa dans le Littoral, etc. La chance c'est que, c'est une infime partie ; l'immense majorité des Camerounais n'est pas tribaliste. Mais, ces personnes qui font de la vindicte tribale leur fonds de commerce sont plus actives que les autres à la fois sur les réseaux sociaux que dans toutes les autres formes de médias. Nous ne gagnons pas à pointer du doigt tel groupe ou tel autre.

La première session de l'année législative 2019 s'est ouverte cette semaine. Est-ce que vous ne pensez pas qu'il faille légiférer sur la question ?

Je ne le pense pas que maintenant. J'ai fait une tribune chez un de vos confrères, dans laquelle j'appelais vivement au Parlement de mener une réflexion sérieuse et approfondie pour qu'on puisse pénaliser les délits qui ont un caractère tribal. Il faut légiférer sur le tribalisme. C'est un problème de société, mais qui peut avoir de graves conséquences sur la cohésion sociale, sur l'avenir du pays. Je pense qu'il faut saisir le taureau par les cornes. Nous condamnons avec la dernière énergie toutes les formes de tribalismes. Nous demandons qu'on légifère sur la question, mais nous disons aussi que l'un des raisons profondes du tribalisme, c'est le manque de justice sociale. Si la gouvernance est désastreuse, s'il n'y a pas d'équité, s'il n'y a pas une meilleure redistribution de la richesse nationale, tout ceci va finir par entraîner ici et là des frustrations. Et, je pense qu'une des solutions qu'on est en train de vouloir prendre, c'est la décentralisation avec la mise en place des régions. Si la décentralisation est bien pensée et bien mise en place, cela va diminuer les frustrations.

Est-ce que vous n'avez pas l'impression que les officiels font un peu l'autruche. Il n'y a pas beaucoup de condamnations claires de la part des plus hautes autorités de l'Etat...

Il y a des condamnations. Je voudrais vous dire que le président Biya a eu des propos prémonitoires sur le sujet. Dans la dernière parution de son livre « Pour le libéralisme communautaire », il dit bien qu'il n'y a pas deux catégories de Camerounais ! Il n'y a pas une catégorie qui est composée de tribus privilégiées et une autre composée de tribus marginales. Il n'y a pas de bons Camerounais, il n'y en a pas de mauvais. Il y a essentiellement un combat à mener pour la cohésion du Cameroun, qui doit pouvoir tirer une véritable richesse de sa diversité.

L'autre grande attente de la session en cours au Parlement, c'est aussi que les députés et sénateurs fas-

sent des propositions dans le sens de la résolution de la crise sécessionniste dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest...

Oui, le Parlement devrait plus que s'intéresser à cette crise. A titre personnel, dès 2016, j'ai été l'un des parlementaires à avoir dit : attention, cette affaire peut nous entraîner à la dérive. Aujourd'hui, cette crise est devenue un problème politique. Dans cette affaire, il y en a qui sont sur des revendications purement politiques ; vous avez une deuxième frange qui est pour l'insurrection ; il y a une troisième frange qui est composée de bandits de grand chemin, qui se livrent à des actes de pillage et à des prises d'otages suivies de demandes de rançons. Je pense que c'est ce mélange-là qui est préjudiciable. J'en appelle aussi à la diaspora dont certains membres ont soutenu ces mouvements depuis le départ. Ils ont à la fois fait l'apologie du terrorisme, et même apporté une contribution financière. En ce moment, il s'est constitué un collectif des victimes qui a porté plainte auprès des juridictions américaines via un cabinet, à ceux qui, résidents aux Etats-Unis, au Canada, en Afrique du Sud, en Norvège ou ailleurs, financent le terrorisme dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Cela étant dit, et le président Biya lui-même l'a dit, je pense qu'il est important d'ouvrir un dialogue inclusif et sans tabou, mais avec une ligne rouge qui est l'unité du pays. Je pense que tout le monde est unanime aujourd'hui que tout peut se discuter. En ce moment, 90% des chefs traditionnels de la zone anglophone ne sont plus présents dans leurs chefferies, mais, le dialogue peut s'ouvrir avec les acteurs politiques, le clergé, les chefs traditionnels, la diaspora, etc.

Qu'est-ce qui doit être fait pour que l'appel du chef de l'Etat à déposer les armes de la part des sécessionnistes soit suivi d'effets ?

Il est important de pouvoir mettre en place des outils qui permettent à ce que la main tendue du président de la République entraîne des mesures d'apaisement sur le terrain. Ce n'est pas facile, mais il y a des portes de sortie. Et la première porte de sortie c'est les perspectives d'un dialogue. Et, c'est le gouvernement, c'est le chef de l'Etat seul qui peut avoir la main. Dans cette affaire-là, au départ, le leadership a été approximatif, la gouvernance tout à fait hasardeuse ; ceci a profité à ceux qui étaient arrimés à la revendication historique du fédéralisme. M. John Ngu Foncha a été vice-président du Cameroun et grand chancelier des Ordres nationaux. Dans sa lettre de démission du Rdpc en 1989, il évoquait la perspective d'un retour au fédéralisme. M. Solomon Tandeng Muna, membre du conseil consultatif préparatoire à la Constitution de 1996, avait démissionné de cette instance. Et, dans sa lettre de démission, lui aussi continuait d'évoquer les questions liées au retour fédéralisme. Il ne faut pas qu'on se voile la face, nous avons hérité de deux cultures différentes. Sur le plan sociopolitique, ceux qui parlent de marginalisation, de subordination politique, sociale et même économique, y ont fait la base de leur doctrine. Tous ces problèmes-là doivent être mis sur la table. Dans un premier temps, le gouvernement qui a la main sur la question parce qu'il continue à assurer l'autorité de l'Etat, s'il propose un cessez-le-feu



sous ses conditions, celui-ci va être respecté.

Avez-vous le sentiment que les populations anglophones adhèrent au projet de fédéralisme ?

Nous ne pouvons pas dire que les populations, un seul instant, n'aient pas adhéré à ce projet funeste. Elles n'ont simplement pas prévu que les choses allaient dégénérer pour atteindre le niveau de gravité actuel. Je pense qu'il faut bavarder avec tout le monde. Tous ces gens-là ont des référents ; la diaspora doit pouvoir intervenir dans cette affaire, d'autant que c'est des leaders d'opinion.

Est-ce que vous pensez comme le gouvernement et certaines élites qu'il y a une tentative d'ingérence de la part de certaines puissances occidentales dans les affaires en cours au Cameroun ?

Il n'y a pas une tentative d'ingérence, il y a un parti pris flagrant de la part de certains de nos partenaires, notamment les Etats-Unis et l'Union européenne. Ils ont, de manière tout à fait flagrante, pris position sur des questions de politique intérieure du Cameroun. Sur ce qui a été baptisé « marches blanches », les prises de position de ces partenaires ont un caractère éminemment inquisiteur ! Avant l'élection présidentielle de 2018, le vice-secrétaire d'Etat en charge de l'Afrique, M. Tibor Nagy, a indiqué qu'il fallait une élection respectant les règles légales et appelé chaque partie à la retenue. Après cette élection, un candidat s'est autoproclamé. Nous attendions de nos partenaires, à la fois de l'Union européenne et des Etats-Unis, qu'ils condamnent cet acte qu'on peut qualifier d'irresponsable. Ils ne l'ont pas fait. Pire encore, lorsque nos représentations diplomatiques ont fait l'objet d'un saccage absolument honteux dans certaines capitales occidentales, portant atteinte à notre image et sapant l'attractivité de notre pays, nous attendions du diplomate américain et de l'Union européenne, qu'ils condamnent avec la plus grande fermeté ces actes de violence et de vandalisme ; rien n'a été fait. Aujourd'hui, nous voyons atterrir chez nous toute une escadrille de donneurs de leçons. C'est une injure pour le peuple camerounais, de dire que le gouvernement ne prend pas les choses au sérieux dans la gestion de la crise anglophone. C'est un problème sérieux que le gouvernement a pris à bras le corps, et dire qu'il n'est pas sérieux, c'est de la provocation. Les mêmes récriminations sont valables pour l'Union européenne.

Tribalisme

Le gouvernement fait l'autruche

Répondant à l'Union européenne qui pense que le discours haineux au Cameroun est facteur additionnel d'inquiétude, le Mincom, René Sadi, parle d'une « instrumentalisation circonstancielle ».



Par Jean De Dieu Bidias

L'Union européenne a donné un coup de pied dans la fourmière le 05 mars dernier, en relevant dans une déclaration officielle que, « l'émergence de discours de haine basés sur l'appartenance ethnique, tenus par certains médias et acteurs politiques, dont récemment un membre du gouvernement [le ministre délégué auprès du ministre de la Justice, Jean De Dieu Momo, Ndlr], est un facteur additionnel d'inquiétude », dans un Cameroun déjà confronté à une crise sécuritaire inédite. A preuve, pour la première fois depuis l'élection présidentielle d'octobre 2018, qui aura servi de déclic à l'escalade du repli identitaire avec les réseaux sociaux comme catalyseur, un officiel camerounais ose en parler. « Le gouvernement tient à rappeler que la consolidation de l'unité et de l'intégration nationales, le dépassement des clivages régionalistes ou ethniques, et la stigmatisation du tribalisme, ont toujours été et demeurent les principaux crédo de la politique du Renouveau national que prône et conduit, sans relâche, le président de la République [...] Paul Biya, depuis son accession à la magistrature suprême », a réagi le ministre de la Communication, dans un communiqué rendu public le 11 mars dernier.

René Emmanuel Sadi perçoit « une certaine résurgence des replis identitaires observés ici et là, en particulier dans les réseaux sociaux, qui procèdent davantage d'une instrumentalisation circonstancielle, laquelle ne saurait ni mettre en



René Emmanuel Sadi. Le Mincom.

question, ni mettre en péril, les socles et les acquis précieux qui constituent les fondements de l'unité et de la stabilité de la nation camerounaise ». Même s'il n'accuse pas ouvertement le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), l'ex-ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (Mnatd) semble diriger son regard vers des activistes réputés proches de cette formation politique ou se réclamant comme tels. Or, sur les réseaux sociaux, ils sont loin d'être les seuls à appeler à la haine de l'autre. Le parti au pouvoir a également ses porte-flingues.

Le sociopolitiste Claude Abé note d'ailleurs dans les colonnes de votre journal, le 06 février dernier que, « au niveau des discours des uns et des autres, il y a une dérive des replis identitaires qui pourrait légitimer ce que pensent certains, à savoir que le gouvernement pourrait être derrière une telle démarche ». Abondant dans le même, et après avoir relevé que « le tribalisme est un problème fondamental de notre société », le philosophe Hubert Mono Ndjana, suggère qu'il faille en prendre conscience « et choisir des stratégies pour dépasser dialectiquement la diversité, au lieu de s'en servir comme d'un levier pour opposer des populations ». Il est d'ailleurs d'avis que soit mise sur pied une législation spécifique pour sauvegarder le vivre-ensemble. « Il ne faut plus se poser des questions, il est temps de faire des lois fondées sur la diversité comme cela a été le cas aux Etats-Unis avec le racisme et la discrimination », conseille-t-il.

34e anniversaire du Rdpc

Jean Nkueté mobilise les troupes pour les scrutins à venir

Dans une circulaire signée le 12 mars dernier, le secrétaire général de ce parti invite les siens à s'inscrire sur les listes électorales, en vue de faciliter des victoires éclatantes aux élections régionales, législatives et municipales.



Par Wamba Sop

Le 24 mars prochain, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), aura 34 ans. Comme de tradition, des manifestations en vue de la commémoration de l'anniversaire du « parti du flambeau ardent » seront organisées sur l'ensemble du triangle national. Pour la circonstance, le secrétaire général (Sg) du Comité central (Cc) du Rdpc, Jean Nkueté, appelle ses troupes, à « poursuivre des inscriptions sur les listes électorales, dans la perspective de nouvelles victoires éclatantes lors des élections régionales, législatives et communales », à venir.

Par ailleurs, Jean Nkueté demande aux militants du Rdpc, à renforcer « [notre] mobilisation derrière le président de la République, en vue de la consolidation de la paix sur l'ensemble du territoire, et la poursuite de la réalisation harmonieuse du programme des Grandes opportunités ». C'est d'ailleurs le thème choisi pour cette célébration qui se tient cinq mois après la réélection à la magistrature suprême, du président national du Rdpc, le 07 octobre dernier.

En outre, poursuit Jean Nkueté en s'adressant aux siens, ces derniers doivent se réjouir de leur appartenance au parti



Jean Nkueté. Le secrétaire général du Comité central du Rdpc.

au pouvoir. « Nous devons nous sentir fiers d'appartenir à cette belle et grande famille du Rdpc qui tient toujours debout ». « Jamais ne s'est situé en travers de l'Unité nationale, jamais n'a bafoué les institutions de la République », rappelle-t-il, entre autres. De ces faits, les militants du parti au pouvoir doivent davantage se réjouir, a conclu Jean Nkueté. Jean Nkueté. Le Sg/Cc du Rdpc.

Sénat - Assemblée nationale

Niat et Cavaye remplissent

Comme une lettre à la poste, ils ont respectivement été reconduits hier 14 mars, à leurs fonctions de présidents dans les Chambres haute et basse du Parlement. Au Sénat, Marcel Niat Njifengi a encore fait l'unanimité, avec 92 voix en sa faveur sur les 99 votants. Aboubakary Abdoulaye a également été reconduit à son poste de 1er vice-président du Sénat. Tout comme les 15 membres du bureau définitif, sur la base d'un scrutin de liste et conformément au règlement intérieur de la Chambre haute. A l'Assemblée, aucune discontinuité enregistrée. Cavaye Yeguié Djibril a été reconduit au perchoir. Sur 138 votants, 118 députés lui ont accordé leurs votes, pour 20 bulletins nuls. C'était au terme d'une élection tenue en séance plénière, à l'hémicycle du palais de verre de Ngoa-Ekellé. Le 1er vice-président, Hilarion Etong, a aussi rempli. Aucun changement enregistré également au sein du bureau définitif de la Chambre basse, constitué de 05 autres vice-présidents, 04 questeurs, ainsi que 12 secrétaires.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PORT AUTONOME DE DOUALA
(P.A.D)
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES RESSOURCES
HUMAINES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PORT AUTHORITY OF DOUALA
(P.A.D)
HEAD OFFICE
DIRECTORATE OF HUMAN
RESOURCES

APPEL À CANDIDATURE

**Avis de Recrutement au Port Autonome de Douala pour le Poste de :
EXPERT SPÉCIALISÉ EN DROIT MARITIME ET DE LA MARINE MARCHANDE DANS UN
PORT.-**

INTITULE DU POSTE : Expert en Droit Maritime et de la Marine
Marchande du Port
POSTES À POURVOIR : 01
DIRECTION : la Capitainerie
LIEU DE FONCTION : Douala
TYPE DE CONTRAT : Contrat à Durée Indéterminée
STATUT : Cadre
ZONE DE PUBLICATION : Interne et externe

OBJECTIF PRINCIPAL

Est placé sous l'autorité du Directeur Général pour Assister le Responsable de la Capitainerie dans l'accomplissement de ses missions.

MISSIONS ET ACTIVITÉS PRINCIPALES

- il assume la responsabilité permanente de toute l'activité du navire ;
- il en dirige personnellement les phases délicates (manœuvres), déléguant le reste du temps à un officier de quart (en mer) ou de permanence au (au port) ;
- il assure un grand nombre de tâches :
- la conduite du navire (service du pont) ;
- la supervision du service de la machine ;
- la gestion de la sécurité et de la sûreté ;
- l'exploitation commerciale du navire.

Formation de base	Master ou Doctorat dans les domaines suivants : • Droit du Transport Maritime ; • Droit Maritime ; • Diplôme Universitaire d'expert Maritime
Formation spécifique	Formation de type : • Droit du Transport Maritime ; • Droit Maritime ; • Diplôme Universitaire d'expert Maritime
Expérience professionnelle	Au moins 10 ans

COMPÉTENCES REQUISES POUR LE POSTE

Savoir être	<ul style="list-style-type: none"> - être de nationalité camerounaise ; - être expert en navigation ; - savoir commander ; - être officier de gendarmerie ou de la Marine ; - bien connaître son navire ; - justifier d'au moins 10 ans d'expérience réussie à un poste similaire ; - bonne maîtrise des langues officielles (français et anglais) ; - connaître le Droit Maritime ; - maîtriser l'informatique et l'électronique de bord ; - être un bon gestionnaire ;
Savoir-faire technique et méthodologique	une expérience dans le domaine de la coopération maritime et portuaire, avec les organisations régionales et internationales

NB : Une expérience avérée comme officier de la Marine marchande /Nationale et /ou de la gendarmerie sera fortement appréciée. -

Constitution du dossier de candidature, Procédure de soumission et date de clôture des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser au Directeur Général du Port Autonome de Douala (PAD) une lettre de motivation, accompagnée d'un CV et des photocopies de vos diplômes, à déposer au 06^{ème} étage de l'immeuble siège du PAD, Porte 616 (Bureau Central du Courrier).

La date de clôture des candidatures est le vendredi 29 Mars 2019 à 15 heures 30 minutes.


Le Directeur Général,
CYRUS NGO'O

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PORT AUTONOME DE DOUALA
(P.A.D)
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES RESSOURCES
HUMAINES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PORT AUTHORITY OF DOUALA
(P.A.D)
HEAD OFFICE
DIRECTORATE OF HUMAN
RESOURCES

CALL FOR APPLICATIONS

Recruitment Notice at the Port Authority of Douala for the Post of:
AN EXPERT IN MARITIME LAW AND MERCHANT NAVY IN A PORT.

POSITION TITLE: An expert in maritime law and the Merchant Navy.
VACANT POSITION: 01
DIRECTORATE: Harbour Master
PLACE OF WORK: Douala
TYPE OF CONTRACT: Permanent Contract
STATUS: Senior Staff
Publication Zone: National and world-wide

PRINCIPAL OBJECTIVE

Placed under the authority of the Director General he/she has to assist the Harbour Office in charge of the fulfilment of assigned tasks.

JOB REQUIREMENTS

MAIN RESPONSIBILITIES:

The future expert in maritime law and the Merchant Navy, will have primary mission, to accompany the main tasks of:

- assuming the permanent responsibility of all shipment activities;
- personally directing the delicate phases (maneuvers),
- handing over the rest of his time to an officer of quart marine (at sea) or permanently in (at anchor);
- providing a large number of tasks:
- controlling vessels (at service of the bridge);
- supervising machine service;
- managing of safety and security measures;
- checking the commercial exploitation of vessels

Basic and specific training	Masters or Doctorate degree in the following areas: <ul style="list-style-type: none"> • Law in maritime transport; • Maritime Law; • University Degree in maritime affairs
Professional experience	Au moins 10 ans

SKILLS WERE REQUIRED FOR THE JOB

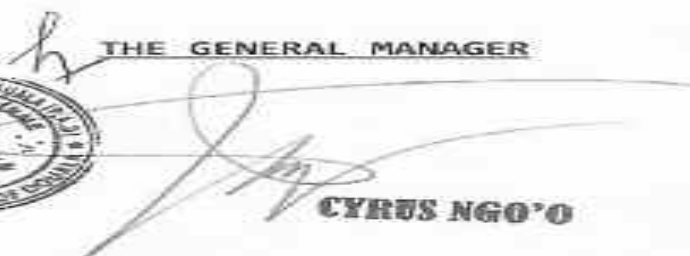

Readiness	<ul style="list-style-type: none"> *Be of Cameroonian nationality; *be expert on navigation; *Have the charisma to command; *be an officer of the gendarmerie or the Navy; *used to vessels; *justify of at least 10 years of successful experience in a similar position; *good mastery of the official languages (French and English); *know the Maritime Law; *mastering IT and electronics panel; *be a good manager;
Technical and methodological know-how	Experience in the field of maritime cooperation and harbour, with regional and international organizations

**NB: Proven experience as an officer of the Navy and/or of the gendarmerie will be highly appreciated.

How to apply

Candidates wishing to apply are advised to address their application files to the General Manager of Port Authority of Douala (PAD) with a cover letter, accompanied by a CV and photocopies of diplomas AND to be deposited at the Head office on the 06th floor, Door N° 616 (Central Mail Office)

The deadline for the deposition of completed files is Friday, March 29, 2019 at 3:30 pm./-


THE GENERAL MANAGER

CYRUS NGO'O

Ingérences

Le Cameroun n'est plus un État sous tutelle



Par Mohaman Gabdo Yahya*

Les relations internationales devraient être basées sur la vérité. Selon Georges Braque, « *la vérité existe, c'est le mensonge que l'on invente* ». Trivialement, on dira que l'on accuse son chien de rage quand on veut le tuer. Une fois de plus, une fois de trop, le Cameroun est mis sur le banc des accusés dans le tribunal d'une communauté internationale dont les membres parmi les plus puissants sur le plan économique notamment, brillent par un regard et une mémoire sélectives. Le crime de notre pays ? Avoir osé affirmer sa souveraineté.

Nos partenaires occidentaux, en l'occurrence l'Union européenne et les États-Unis accusent nos dirigeants du moindre effort concernant la gestion de la crise anglophone. Le pays de l'Oncle Sam, par la voix de son sous-secrétaire d'État aux affaires africaines, évoque même l'idée d'un « *forum international* » pour trouver des solutions à la situation dramatique des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Dans une interview diffusée le 6 mars dernier sur Radio France Internationale (RFI), Tibor Nagy affirmait déjà qu'« *une conférence de haut niveau permettant à toutes les parties de dialoguer serait une bonne idée* ». Ce à quoi le gouvernement a répondu par le truchement de René Emmanuel Sadi, son porte-parole, et a déclaré regretter « *vivement ces propos qui, non seulement dénotent une méconnaissance des enjeux... mais aussi, trahissent une grave velléité d'immixtion à peine voilée et inadmissible, dans les affaires intérieures du Cameroun* ».

Faut-il en dire plus ? Certainement. Car comme dit un adage que l'éminent historien burkinabè de regretté mémoire, Joseph Ki-Zerbo, cite dans son célèbre ouvrage « *A quand l'Afrique ?* », « *si nous nous couchons, nous sommes morts* ». Monsieur Tibor Nagy qui sera le 17 mars prochain l'hôte du Cameroun, n'en sera pas à son premier contact avec notre pays qu'il devrait connaître pour y avoir servi au début des années 90 en tant qu'adjoint de l'ambassadeur des États-Unis. Ce privilège de la présomption de la connaissance du terrain et des enjeux divers devrait permettre à ce diplomate chevronné de croire en la capacité et la détermination des Camerounais à trouver des solutions endogènes.

La seule idée d'une conférence ou d'un forum international comme cadre d'un dialogue entre Camerounais pour résoudre une question camerounaise, est en soi une offense pour notre peuple. Serions-nous incapables de réfléchir ? Serions-nous inaptes à penser par nous-mêmes, au point d'avoir besoin de nous appuyer sur des béquilles idéologiques ou intellectuelles fabriquées par nos partenaires occidentaux ? Comme le martelait S.E. Paul Biya dans son discours d'investiture le 06 novembre 2018, « *il ne fait l'ombre d'aucun doute que le destin de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans le cadre de notre République* ». Le chef de l'État ajoutait que « *fort du soutien du peuple camerounais tout entier et persuadé qu'il existe une issue honorable, dans l'intérêt de tous, je ferai en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées, dans le respect des institutions dont je suis le garant* ».

Nos partenaires américains et européens doivent donc bien comprendre que le Président de la République s'est engagé à trouver une solution pacifique et durable à ce problème national. Le dialogue inclusif auquel les Camerounais doivent avoir nécessairement recours n'est évidemment pas possible avec ceux qui ont posé comme condition sine qua non, la sécession. Sur ce point aussi, le Cameroun n'a aucune leçon à recevoir de personne. Peut-on reprocher à un État de défendre, y compris par l'usage de la force, son in-

tégrité territoriale dans les limites du droit ? Peut-on condamner un gouvernement qui lutte contre des sécessionnistes radicaux qui sèment la terreur, le chaos, tuent, violent, pillent les biens de ses populations, empêchent à ses enfants d'aller à l'école ?

Les États-Unis qui ont connu la douloureuse expérience d'une guerre de sécession savent les difficultés d'établir un dialogue franc et constructif avec des gens pour qui la seule issue possible est la partition du pays. Si tel est donc leur dessein, à quoi bon dialoguer ? À Madrid en ce moment se tient un procès historique où l'on juge des citoyens qui défendent la création d'une Catalogne indépendante forgée de l'amputation de l'État espagnol. Quel pays occidental a osé une critique pour ce cas ?

À un certain moment de la vie politique de notre pays, nos partenaires occidentaux nous ont reproché l'impunité. On peut donc légitimement s'étonner aujourd'hui que ces mêmes partenaires nous font le reproche de traduire en justice ceux de nos compatriotes qui se sont rendus coupables de violations de nos lois. Nous avons vu des Camerounais qui ont pris des libertés avec la fortune publique être considérés fallacieusement comme des prisonniers politiques par certaines chancelleries occidentales, alors même que ces derniers ont été condamnés par la justice pour des faits de droit commun.

De même, nous sommes étonnés aujourd'hui que Monsieur Maurice Kamto qui méprise la légalité républicaine en revendiquant une victoire imaginaire à la présidentielle du 07 octobre 2018, bénéficie de la complaisance de nos partenaires occidentaux, alors qu'il a délibérément participé avec ses partisans, à une marche pourtant interdite par les autorités publiques. Tout cela est troublant, car on sait que ces mêmes partenaires se présentent comme des États de droit. Quel État de droit digne de ce nom resterait de marbre devant des cas de violations des lois ? Le philosophe émérite Blaise Pascal disait : « *vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà* ». Ce qui est vrai pour un peuple, une personne, peut-être une erreur pour d'autres. Ce qui est valable pour l'un, ne l'est pas forcément pour l'autre. Sauf à cloner tous les êtres et toutes les idées.

Les velléités sécessionnistes sont l'apanage de nombre de pays de par le monde, et chaque État qui en est affecté devrait être libre de gérer cette question selon ses aspirations légitimes. Le gouvernement camerounais a déjà mis en œuvre plusieurs actions allant dans le sens de l'apaisement



et la restauration de la paix sociale dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Citons à titre d'illustration la création de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, de la section common law à la Cour suprême, du comité de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui est un symbole fort de la sincérité de la politique de la main tendue du Président Paul Biya. Ces actions ne sont évidemment pas une panacée. Elles ne sont certainement pas suffisantes et nous encourageons le gouvernement à en faire davantage et à se montrer plus volontariste pour dialoguer avec ceux de nos compatriotes de bonne volonté. Il importe à ce niveau d'être clair. Cet appel concerne également ces derniers, car le gouvernement ne peut dialoguer tout seul. Et tous nos partenaires ne devraient pas l'oublier.

D'obscurs individus sous les oripeaux d'une Organisation non gouvernementale appelée Human Rights Watch, se permettent même de demander à l'Organisation des Nations unies d'intervenir au Cameroun sous le prétexte de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. De quel droit ? Comment un pays souverain peut-il être mis sur la même estrade que des criminels ? Il est inacceptable pour tous les Camerounais de bonne foi, qu'aujourd'hui, ces partenaires mettent nos institutions et nos gouvernants au pilori et les entrepreneurs du chaos au pinacle.

*SÉNATEUR

Rougeole

Le Cameroun en mode riposte

Une campagne de vaccination se déroule dans des districts de santé de l'Extrême-Nord.

 Par Adrienne Engono Moussang

La rougeole est une maladie virale très contagieuse. Les signes d'alerte étant une fièvre élevée, la conjonctivite, les yeux larmoyants, l'écoulement nasal, la toux, la diarrhée, des douleurs abdominales, l'anorexie, les vomissements, etc. « *Devant tout enfant qui tousse, qui fait la fièvre et qui a des coulées nasales et des yeux larmoyants, on suspecte déjà la rougeole même si l'éruption n'a pas encore apparue ; dans cette situation, il faut faire un prélèvement sanguin qu'on dépose au Programme élargi de vaccination (Pev) qui va effectuer des tests virologiques, puisque le test n'est pas disponible partout* », indiquait Dr Grâce Bissohong épse Kotcholi, pédiatre, dans une interview accordée au Quotidien Mutations.

Une épidémie de cette maladie sévit actuellement en France avec un premier cas de décès signalé en 2019. « *Après l'annonce mercredi d'un premier décès lié à la rougeole en 2019, les spécialistes alertent sur la nécessité du vaccin pour éliminer cette maladie qui a tué 24 personnes depuis dix ans.* » C'est ce que l'on peut lire sur le site Internet de Europe1. Sans trop de précisions, l'information revient sur le retour de cette maladie qui aurait déjà fait 24 morts en 10 ans.

Au Cameroun, l'on est passé de 49 décès en 2014 à 74 en



Un enfant recevant un vaccin.

2015 et le nombre de cas notifiés est allé croissant avec des pics dans certaines régions comme le Nord-Ouest et l'Est à cause, soit de la réticence pour la vaccination, soit du flux des ressortissants des pays voisins. Il faut noter que la vaccination contre la rougeole est inscrite au Pev

pour des enfants à partir de 9 mois. Seulement, dans certaines zones, les parents refusent de faire vacciner leurs enfants. Or, avec les déplacements et la promiscuité observés ces temps au Cameroun, une épidémie de rougeole peut être difficile à contenir, étant donné que, selon des spécialistes de la santé, un cas peut affecter une vingtaine de sujets autour de lui.

Pour limiter les dégâts, le Cameroun a lancé une campagne de vaccination actuellement en cours dans la région de l'Extrême-Nord. Notamment dans les districts de santé de Gouffey, Mada et Makary, d'après une source au ministère de la Santé publique. Le rapport 2000-2017 sur la rougeole dans le monde publié en 2018 indique que « *depuis 2000, plus de 21 millions de vies ont été sauvées grâce à la vaccination anti-rougeoleuse* ». Malheureusement cette pratique qui permet de prévenir des maladies virales comme la rougeole souffrent des tabous et croyances sociales, culturelles

et religieuses. Ce qui fait que le pays se retrouve avec une couverture vaccinale oscillant entre 65 et 85%, en deçà de la norme prescrite par l'Oms qui est de 95% nécessaire pour se protéger contre la rougeole.

Changement climatique

La Bad promet 14513 milliards Fcfa pour le financement des actions

 Par Adrienne Engono Moussang

Nairobi, au Kenya, abrite depuis hier jeudi le « *One Planet Summit* », sommet international pour la lutte contre le changement climatique, la protection des océans et de la biodiversité, et la mobilisation des financements ainsi que de la recherche autour de ces enjeux. Ce sommet se tient pour la première fois sur le continent africain.

La tenue de ce sommet en Afrique démontre que le continent a un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris ; en plus de sa vulnérabilité aux effets du changement climatique, l'Afrique détient le deuxième poumon mondial après l'Amazonie. Elle compte lorsqu'il faut parler de séquestration du carbone et de préservation de la biodiversité. D'où la forte mobilisation des hauts responsables de certaines institutions continentales dont celle du président de la Banque africaine de développement (Bad), Akinwumi Adesina. La Bad promet d'ailleurs 25 milliards de dollars (14513 milliards Fcfa) pour le financement des actions en faveur de la lutte contre le changement climatique pour la période 2020-2025. Le Cameroun est parmi les premiers pays à avoir signé et ratifié l'Accord de Paris en 2016.



One Planet Summit est une initiative du président de la République française, Emmanuel Macron, en décembre 2017 dans le but d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, signé en 2015 lors de la Conférence des Parties (COP21). La rencontre de Nairobi est organisée à l'initiative de la France, avec les Nations unies et la Banque mondiale et va réunir des chefs d'Etat, des institutions publiques, la société civile, le secteur privé, etc.

Salon Halieutis

L'Afrique avait rendez-vous à Agadir à l'occasion de la conférence sur l'Initiative de la Ceinture Bleue organisée le 19 février en marge de la 5e édition du Salon Halieutis. Des représentants de 22 pays, parmi lesquels 17 ministres, ont pris part à cette rencontre de haut niveau qui a réuni un grand nombre de délégations africaines, mais aussi des représentants de Norvège, d'Espagne et de la Fédération de Russie ainsi que des experts internationaux et des membres de la FAO. Lancée en 2016 par le Maroc, en marge de la Cop 22 à Marrakech, l'Initiative de la Ceinture Bleue constitue une plateforme pour la durabilité de la pêche et de l'aquaculture en Afrique. Elle entre dans le cadre de l'agenda de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique et constitue un cadre fédérateur favorable à l'émergence d'une économie halieutique sobre en carbone, à faible empreinte écologique sur les écosystèmes marins côtiers.

Braconnage

Le coup de filet des équipes du ministère des Forêts et de la Faune (Minfof) et de la brigade de gendarmerie de la localité de Mindourou dans la région de l'Est Cameroun a permis de saisir une importante cargaison de viande de brousse entre les mains des individus qui s'appropriaient à aller livrer leur butin vers des grands centres urbains. La viande fumée pour sa conservation a été vendue aux enchères. Des sources proches des services locaux du Minfof indiquent que les auteurs interpellés répondront de leurs actes auprès des tribunaux compétents.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
N° 212 MINF/DG/IRDL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
MINISTRY OF FINANCE
DIRECTORATE GENERAL OF TAXATION

Site web: www.impots.cm
Numéro vert : 82 00

Yaoundé, le 17 MARS 2019

COMMUNIQUE RADIO ET PRESSE

En application des nouvelles dispositions de la loi de finances 2019, les déclarations statistiques et fiscales (DSF) sont dorénavant transmises à l'administration fiscale exclusivement par voie électronique, ce au plus tard le 15 mars de l'exercice.

Toutefois, le délai de transmission électronique des DSF au titre de l'exercice 2018 est prorogé au 30 juin 2019.

Le Ministre des Finances précise néanmoins que s'agissant des paiements des soldes d'impôts de fin d'exercice, ceux-ci s'effectueront au plus tard le 15 mars 2019 sur la base de la plateforme de déclaration des soldes disponible sur le site web de la Direction Générale des Impôts à l'adresse www.impots.cm.

Les contribuables concernés sont invités à respecter l'échéance de paiement des soldes suscités afin d'éviter les désagréments qu'engendrerait la mise en œuvre des sanctions pour défaut de paiement.

Le Ministre des Finances compte sur le civisme fiscal de tous.



LOUIS PAUL MOTAZE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
N° 212 MINF/DG/IRDL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
MINISTRY OF FINANCE
DIRECTORATE GENERAL OF TAXATION

Site web: www.impots.cm
Numéro vert : 82 00

Yaoundé, le 17 MARS 2019

PRESS RELEASE

The Statistical and Tax Returns (STR) are to be henceforth transmitted electronically before March 15th each year as per the 2019 Finance Law.

However, the deadline for the electronic transmission of the 2018 STR has been extended to June 30th 2019.

Hence, the Minister of Finance wishes to remind taxpayers that the 2018 tax balances have to be paid before March 15th 2019 via the dedicated platform for the declaration of the balances found in their online pages at www.impots.cm.

Taxpayers concerned by these balances are therefore called upon to proceed with their payment in order to avoid the sanctions prescribed for non-payment of taxes.

The Minister of Finance counts on the compliance of each and every one.



LOUIS PAUL MOTAZE

Affiche

Macase annoncé à Bertoua

En tournée depuis quelques semaines, ce groupe d'artistes musiciens va se produire sur la scène du restaurant La petite pygmée.

 Par Vanessa Bassale

Ce soir, ce sera la deuxième date du groupe Macase à Bertoua dans la région de l'Est en l'espace de 24 heures. Hier déjà, l'équipe de musiciens et chanteurs que dirige Serges Maboma a donné un spectacle au restaurant La petite Pygmée. Les retardataires et les absents ont donc l'opportunité de se rattraper car le groupe joue les prolongations tout à l'heure dans le même espace. Ce spectacle s'inscrit dans le cadre d'une tournée baptisée « After 23 ». Ladite tournée qui a débuté le 21 février dernier à l'Institut français du Cameroun (Ifc) antenne de Douala a pour but de célébrer leur carrière musicale.

Pour communier avec le public, trois villes ont été retenues : Douala, Yaoundé et Bertoua. Si le groupe sert très souvent de la musique world à son public, il est aussi à mesure de concocter des titres très dansants. En une soirée, ils ne pourront probablement pas revisiter la totalité de leur vaste et riche répertoire. Mais, pour le bonheur de leurs fans, ils reviendront sans doute sur les titres comme « Etam », « Doulou », qui ont fait leur succès et leur renommée. Ce spectacle sera aussi l'occasion de dire merci. Un moment de gratitude et de reconnaissance à l'endroit de ce public qui malgré les mutations et les multiples restructurations au sein du groupe reste fidèle.

En effet, au sein du groupe Macase, des changements importants, il y a eu. Certains ont eu des conséquences très lourdes sur l'identité, la disponibilité et même l'équili-



Le groupe Macase lors d'un concert.

bre du groupe. Un groupe qui a longtemps été absent de la scène musicale. Mais pour Serges Maboma, le leader du groupe, « rien ne sera plus jamais comme avant ». Pour le spectacle de ce soir, l'on annonce un mélange de genres, de rythmes et de sonorités. Le tout adossé sur des mélodies d'ici et d'ailleurs. Avec sa voix douce et sensuelle, Sandrine Nnanga, la seule femme de l'équipe bercera les mélomanes. Réjouissance et détente garanties. Ce d'autant plus que le concert sera en live.

A plusieurs kilomètres de là précisément à Douala, l'Ifc vous offre un spectacle de danse annoncé comme « explosif ». Sur scène, trois compagnies (Cies) de danses. A savoir : la Cie Tchina, la Cie Bikoko, la Cie Fenty Fiury et en

bonus la Cie Bantous. Au menu : Hip hop, danse classique et contemporaine, danse de salon, danses traditionnelles. De jeunes danseurs vont vous permettre d'esquisser des pas de danse sous différents rythmes, au cours de cette soirée baptisée « Master shake ». Rendez-vous est pris pour partager, échanger, découvrir et surtout danser dans une ambiance festive.

Les autres rendez-vous

- Défilé de mode à la salle Multifonctionnelle de Bépanda à Dla, vend, 15 à 19h.
- Dama Queen en show case au Street Corner à Ydé, vend 15 à 20h.
- Projection du film « Captain Marvel », cinéma l'Eden, sam, 16h.

Defustel

Un doigté affiné pour la mode

Le styliste designer ambitionne de promouvoir le travail des jeunes créateurs de mode à travers le Defustel sartorial week qui se

 Par Tatiana Ngnombouowo

Le « Defustel sartorial week », du designer Defustel, va ouvrir ses portes pour la 1ère fois ce vendredi 15 mars 2019 à Douala. Sur deux jours, designers et créateurs de mode Camerounais et étrangers vont exposer leurs créations dans des stands du village sartorial, sis à l'hôtel Princes de Galles situé à Akwa. En outre, des conférences sous le thème de « L'apport de la mode dans l'économie camerounaise » sont également inscrites au programme de ce salon. Et c'est par une soirée de gala que l'évènement va se refermer demain samedi. Soirée au cours de laquelle le meilleur des finalistes retenus pour le concours du jeune designer sera primé. L'évènement qui est à sa première édition est une idée du styliste designer Camerounais Defustel, installé en Italie. Son ambition, « valoriser l'industrie locale de la mode, en encourageant l'art tailleur et en détectant de jeunes designers », révèle-t-il. Avant d'ajouter, « je veux apporter quelque chose de plus en héritage à la jeunesse camerounaise dans l'industrie de la mode ». Pas connu dans son pays (si oui très peu), cet originaire de Baham dans la région de l'Ouest Cameroun a pourtant sa marque, qui d'ailleurs porte son nom.

Jeunes talents

Une marque qui existe depuis huit ans déjà à l'étranger. Et



qui est spécialisée dans la confection des accessoires de mode tels que : les lunettes de soleil, les chaussures, les bretelles et les cravates. Ses collaborations avec des maisons de couture occidentales lui valent également sa présence dans la confection des costumes et des chemises. Pour lui, le fait qu'il soit méconnu comme créateur de mode dans son pays d'origine découle du style qu'il a choisi de promouvoir. « Je pense que je suis dans une mode qui ne tape pas à l'œil. Raison pour laquelle je ne suis pas connu au Cameroun », croit savoir le designer.

Ce dernier espère d'ailleurs par le biais de cet évènement trouver sa voie dans son pays. La passion pour ce métier, Defustel Ndjoko de son vrai nom l'a depuis son enfance, alors qu'il vivait encore à Baham. Ce n'est qu'une fois arrivée en Europe en 2000 qu'il embrasse ce domaine qui le passionne. Guidé par cet amour pour la mode, Defustel se taille peu à peu une place dans cet univers. Pour donner la chance aux jeunes talents, ce père de famille entend accompagner les vainqueurs du « Defustel sartorial week » dans leurs débuts de carrière professionnelle. A titre d'exemple, « le vainqueur sera pris en charge par la fondation Defustel pour un voyage en 2020 afin de participer à l'Abidjan fashion men », promet le designer.

Cameroun-Comores

Les locaux hors-course

Aucun joueur issu du championnat national ne figure sur la liste rendue publique par Clarence Seedorf hier dans le cadre des éliminatoires de la Can 2019.



Par Désiré Domo

Sont-ils moins performants ou alors la rencontre du 23 mars prochain n'est tout simplement pas à leur niveau ? Seul Clarence Seedorf peut répondre à cette double interrogation avec exactitude. Puisqu'il est l'auteur (officiel) de la liste des 23 Lions indomptables rendue publique hier jeudi dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football Egypte 2019.

En effet, malgré le retard accusé dans la publication de sa liste, l'entraîneur de la sélection nationale fanion a fait tomber les noms des 23 joueurs qui défendent les couleurs du Cameroun au Stade omnisports Ahmadou Ahidjo de Yaoundé (dès 19h30) lors de la rencontre ô combien importante pour le pays des champions d'Afrique en titre. De la défense en attaque passant par le milieu de terrain, l'on ne retrouve aucun nom d'un footballeur évoluant au championnat national sur la liste. Le technicien a presque pris les mêmes pour recommencer, mis à part les attaquants Joël Tagueu et Jean-Pierre Nsamé qui signent leur retour dans la tanière. Trois gardiens de but, huit défenseurs, cinq milieux de terrain et sept attaquants iront à l'assaut des Cœlacanthes des Comores.



Cameroun-Comores. Le match de la qualification.

Dans les buts, le trio reste le même. Le sociétaire de l'Ajax d'Amsterdam André Onana, celui du Kv Oostende Fabrice Ondoa et Carlos Kameni, actuellement sans club, après le divorce consommé avec Fenerbahçe il y a quelques semaines.

En défense, l'ossature reste la même que celle des précédentes journées. Ngadeu, Yaya Banana, Jérôme Ongunene et Kana Biyick à l'axe central, Fai Collins et Dawa Tchakonte latéraux droits, Oyongo et Gaëtan Bong sur le côté

gauche. Les mêmes visages réapparaissent également dans l'entrejeu comme la tour de contrôle Zambo Anguissa. Dans le compartiment offensif, seul Fabrice Olinga (présent lors du dernier duel Maroc-Cameroun) quitte le bateau. Il est remplacé par Jean-Pierre Nsamé de Young boys en Suisse. Sa particularité est qu'il sera à sa première convocation chez les Lions indomptables sous l'ère Clarence Seedorf. Avec ses huit buts marqués cette saison en club, le natif de Douala évoluera aux côtés des habitués de la tanière comme Choupo-Moting du Paris Saint-Germain en France, Christian Bassogog de Henan Jianye en Chine, et Stéphane Bahoken, le patron de l'attaque d'Angers. Il faut ajouter à ces noms les cas Clinton de L'olympique Marseille (Om) et Jacques Zoua de Astra Giurgi, qui peinent à trouver leur forme tant en club qu'à l'équipe nationale.

Toutefois, après avoir perdu l'organisation de la Can 2019, le Cameroun est désormais à la conquête d'un ticket pour l'Egypte. Ce duel est capital pour les quintuples champions d'Afrique. Les Lions indomptables doivent battre les cœlacanthes. En cas de défaite, ils seraient disqualifiés pour le rendez-vous de juin prochain au profit de leurs adversaires.

Championnat de handball

Le kick-off prévu le 23 mars prochain

C'est ce qui ressort de la réunion entre le président de la Fecahand et les présidents de clubs tenue mercredi dernier à Yaoundé.



Par Désiré Domo

Une heure après l'entrée en salle du président de la Fédération camerounaise de handball (Fecahand) Raymond Mbita et les différents présidents de clubs de la discipline mercredi 13 mars dernier à Yaoundé, la tension monte dans la pièce. Les éclats de voix se font entendre. Quelques minutes, le président de Fondation André Nziko (Fanz) Paulin Noumsi sort de la salle, tout nerveux. A l'origine du courroux du patron de Fanz, une brouille entre Raymond Mbita et lui. « Seuls les clubs affiliés ont été conviés à cette réunion. Il se trouve que le président de Fanz n'avait pas jusque-là affilié son club. C'est pour cette raison qu'il y avait des éclats de voix. Car, il n'était pas autorisé à prendre part à la réunion », explique un responsable à la Fecahand. Quelques temps après des échauffourées, les esprits se remettent en place. Après plus de trois heures, les travaux s'achèvent



Fecahand. Le président et ses collaborateurs en réunion à Yaoundé.

sans aucun autre incident.

La réunion de concertation de mercredi dernier a pour but de préparer les activités de la saison 2019. Le coup d'envoi de celle-ci sera donné le 23 mars prochain. C'est l'une des principales résolutions qui découlent de cette assise. Mais, bien avant le démarrage de la saison, la répartition des différents clubs doit opérée. Pour cela, un comité ad hoc a été mis sur pied. Il sera piloté par le di-

Judo

Le Cameroun rentre du Grand prix de judo Marrakech (au Maroc) avec une médaille en bronze. Elle a été décrochée en début de semaine par Hortense Vanessa Mballa Atangana dans la catégorie des +78kg. Une compétition qui a vu la participation de 71 pays venant de cinq continents. Grâce à cette performance, la judokate camerounaise se dresse au 15e rang mondial. Ce qui permet au vert-rouge-jaune d'assurer la qualification de deux de ses athlètes pour les Jeux olympiques 2020 à Tokyo.

Volleyball

Le collège Les Sapins est sacré champion 2019 de volleyball dans le département du Mfoundi (région du Centre). C'était au terme de la finale qui l'opposée au Lycée général Leclerc mercredi dernier à Yaoundé. Il a pris le dessus sur son vis-à-vis 2 sets à 1 (26-24 ; 15-25 ; 16-14).

recteur technique national (Dtn) André Betomé. « Il ya des problèmes que nous devons résoudre notamment la durée du championnat et même sa formule, lesquelles nous permettront d'être compétitifs sur le plan international. Jusque-là, il se joue en championnat et play-offs », développe Raymond Mbita.

La commission mise sur pied jusqu'à ce vendredi 15 mars pour livrer sa copie. Toutefois, au sein des différents états majors, l'on déplore le retard accusé dans le démarrage du championnat national de handball. Ce d'autant plus que les équipes comme dynamique de Bokito et Forces armées et police (Fap) sont déjà fixées sur leurs adversaires dans le cadre des championnats d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes. « C'est pour cela que le championnat était important. En fait c'est une mise en jambes », confie Ernest Oloumé, président de Dynamique de Bokito.

Jean Jacques Ewong

Le dernier voyage du « libérateur »

Décédé le 11 février dernier, le reporter d'images sera inhumé ce samedi 16 mars dans son village natal à Elleng, arrondissement de Djoum dans le Dja et Lobo, région du Sud.

 Par Dimitri Mbenga

Le domicile de Jean Jacques Ewong, le « libérateur » comme l'appelaient affectueusement ses collègues (une façon de dire celui qui débloque la situation quant on coince avec le matériel de travail qui a des soucis) est remarquable à travers un portrait géant de lui plaqué sur le mur de la façade principale de couleur blanche qui se trouve en bordure de route du lieu dit ancien bâtiment au quartier cité verte à Yaoundé. Pour avoir accès à l'emprise de la demeure, l'on emprunte une servitude en escaliers qui conduit directement dans la cour de celle-ci. Sur place, des dames sexagénaires s'emploient dans les travaux domestiques. A première vue, l'on a l'impression d'être à la veille d'un événement heureux tant les personnes qui s'y trouvent ne laissent transparaître aucune mine de tristesse, pas de visage de carême, la convivialité transpire sur place. Ce ne sont que des effigies sur lesquelles reposent le programme des obsèques du défunt et le dispositif de décoration funéraire qui provoquent la vague dans l'âme en ramenant instinctivement les visiteurs à la réalité de l'univers mortifère mercredi 13 mars dernier.

A l'intérieur de la bâtisse, une forte odeur de peinture irrite la gorge. Pour cause, des techniciens revêtent les murs en couleur blanche et en noire sur les flancs. « Nous avons prévu une messe ici le soir, c'est pourquoi vous voyez tout le monde en mouvement, nous sommes dans les préparatifs », explique l'une de ses filles au nom de Vanessa Keutchka qui pour la circonstance en a profité pour faire un témoignage fort émouvant à la mémoire de son père : « Qui étais-tu pour moi ? L'homme de référence, mon tout ! Le géant dans l'ombre de qui j'ai fait mes premiers pas. Il m'a appris patiemment les choses, m'a donné l'éducation et les armes pour affronter la vie. Il a toujours été positif et débordant d'optimisme, toujours à l'écoute des autres. M'as marqué par son humilité, pleine de vie toujours souriant. Je garde cette image de l'homme heureux quelques jours avant son départ de ce monde et cette voix particulière quelques heures avant son dernier souffle. Il était simple, discret et est parti paisiblement comme il a vécu, c'était l'amour de ma vie ».

La même vague de mélancolie se dégage dans la voix Flash Suffo, reporter d'images qui a presque couvert toutes les compétitions à ses côtés ces (05) cinq dernières années « Chaque fois que je regardais les matchs des Lions indomptables du Cameroun à la télévision je voyais toujours un photographe blanc avec le maillot du Cameroun. Je me disais que c'était un photographe étranger fan du Cameroun. Alors un jour j'ai eu la chance d'être accrédité pour un match des Lions au stade omnisports de Yaoundé. Quand j'arrive, je le rencontre. À la fin du match je décide d'aller lui parler. Je l'approche et lui dis : Bonsoir monsieur, je vous vois tout le temps à la télévision ! A lui de me répondre, Mola donc vous me voyez ? Spontanément, nous nous sommes esclaffés de rire et c'était le déclic de notre amitié ».

Le 07 mars dernier, une rencontre de football qui a rassemblé les journalistes et les photographes a eu lieu au centre technique de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) au quartier Odza à Yaoundé. Ce jour là, l'on a eu droit à une litanie de témoignages poignants. Son humilité, sa modestie et surtout son altruisme ont été unanimement salués par celles des personnes qui l'ont côtoyé régulièrement.

Né le 16 janvier 1964 à Yaoundé de feu Ewong Ada et Feue Nguyen Thi Nghia Anisette, le « libérateur » qui laisse Edith Boutcheng, veuve était marié à cette dernière depuis le 14



Match d'hommage journalistes et photographes.



L'une de ses filles donnant le coup d'envoi.



Jean Jacques Ewong de son vivant.

février 2013. Il en est de même pour les 03 filles, 05 garçons et les 03 petits fils qui restent orphelins.

En 1999 et 2001, il est lauréat du « Cameroon Press Awards ». Une distinction logique car depuis 1998, l' amoureux de sport qu'il était et surtout fan de football, a régulièrement couvert toutes les phases finales de la coupe

d'Afrique des nations de football ainsi que de la coupe du monde. Il a également pris part à toutes les compétitions des catégories inférieures et a marqué sa présence dans la quasi-totalité des grands rendez-vous sportifs nationaux et internationaux jusqu'à ce qu'il range sa caméra.

Plus connu sous le pseudonyme de « JJ Ewong », il était membre actif de l'Association des journalistes sportifs du Cameroun (Ajsc) et de l'Association internationale de la presse sportive (Aips). Par ailleurs, il était manager de l'agence d'images ARAS-CSP à Paris en France. Il a publié dans plusieurs magazines camerounais et internationaux notamment Afrique-magazine, Express international, Jeune Afrique, France Football...Ainsi que dans des tabloïdes comme Mutations, Le Messenger, Cameroon Tribune et sur plusieurs sites Web.

L'ancien élève de l'école publique de Messa (1968-1974), du collège Vogt (1975-1977) et du lycée Louise Michel en France est membre fondateur de l'association des photographes du MIS Protocol, membre de l'Union des reporters photographes d'Afrique (Urpa) et éminente personnalité du Syndicat national des photographes du Cameroun (Synapcam). Que la terre de nos ancêtres lui soit légère ! « Repose en paix papa ! », formulent ses enfants.



Huawei ICT Academy
A bridge between Academy and the ICT Industry

Economie numérique

Des enseignants camerounais certifiés à la Huawei ICT Academy

Ils ont reçu leurs parchemins mardi dernier au cours d'une cérémonie présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur.



Le MINESUP entouré des récipiendaires



Le DG de HUAWEI répondant aux questions des journalistes

Le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur, chancelier des ordres académiques, le Pr Jacques Fime Nnongo, malgré son agenda très chargé en cette semaine de rentrées parlementaires, a présidé personnellement la cérémonie de remise des parchemins aux premiers enseignants du supérieur, qui ont été certifiés dans le cadre de la HUAWEI ICT Academy, programme international de formation aux TIC dédié aux étudiants et universitaires. Ce qui témoigne s'il en était encore besoin, de la parfaite synergie entre le MINESUP et Huawei Cameroun, et manifeste toute l'importance que le gouvernement du Cameroun accorde au renforcement des capacités des enseignants du supérieur.

En présence du directeur général de Huawei Cameroun et du représentant personnel du ministre des Postes et Télécommunications, les dix heureux récipiendaires issus de l'École nationale supérieure des postes et télécommunications et Tic (Sup'ptic) ainsi que ceux de l'Institut universitaire de la Côte (Iuc), ont reçu le mardi 12 mars, les certifications de Huawei Certified ICT Associate dans le domaine du « Routing & Switching ». A chacun des enseignants primés, il a été remis un parchemin de fin de formation et en bonus, un ordinateur portable. « C'est un sentiment de satisfaction et d'accomplissement. Je suis dans le domaine des télécommunications depuis 27 ans et Huawei nous a fait revivre de manière concrète et pratique, la théorie que nous apprenions aux élèves. La formation que nous avons reçu nous sera bénéfique mais elle profitera davantage aux apprenants », confie Aude Ahena, chef département Communication à Sup'ptic. Cedric Tsafack, son collègue de l'Iuc, non moins heureux, espère également que cette formation reçue permettra à ses étudiants d'avoir une plus-value sur le marché de l'emploi.

Autre moment fort de cette cérémonie de récompense, la signature du mémorandum d'entente entre l'Université de Yaoundé I et Huawei Cameroun. Un accord dont l'École nationale supérieure polytechnique, qui va bénéficier de ce partenariat, espère tirer le plus grand profit. Notamment dans le renforcement de la formation des étudiants et la souscription de l'Université de Yaoundé I au programme HUAWEI ICT Academy.

Dans son discours, Du Yin, le directeur général de Huawei Cameroun, va rappeler son engagement pour le développement des compétences dans le domaine des TIC à travers le monde. « Lors du congrès du monde mobile 2019 à Barcelone, en février dernier, Huawei a dévoilé une nouvelle initiative d'inclusion numérique appelée "Tech4All", destinée à promouvoir l'inclusion numérique des individus et des organisations en mettant l'accent sur la connectivité, les applications et les compétences », a-t-il indiqué Du Yin. Aussi, le manager de Huawei au Cameroun va convoquer l'accord de partenariat stratégique dans le domaine des technologies de l'information et de la communication signé entre le Cameroun et Huawei lors du sommet Chine-Afrique en 2018. A cet effet, « Huawei continuera à investir dans la formation des talents camerounais en collaboration avec le gouvernement par le biais du ministère de l'Enseignement supérieur et du ministère en charge des Postes et Télécommunications, afin de faire de ce pays, le creuset des talents pour les TIC dans la sous-région Cemac ».

Mutations

QUOTIDIEN

Informers, révéler et raconter, expliquer et s'engager



« L'équilibre et l'impartialité que nous revendiquons s'opposent à une tiède neutralité »

Protais Ayangma, fondateur

Contacts

- ▶ 679 19 30 28
- ▶ 698 24 99 29
- ▶ 691 54 55 38
- ▶ 699 50 46 70